



Le Liban au bord du chaos? Ce chaos profiterait-il à l'Occident et à Israël?

Par [Elijah J. Magnier](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Mondialisation.ca, 23 décembre 2019

[ejmagnier.com](#) 21 décembre 2019

Conférence - Rome

Institute for Global Studies

« Le Liban au bord du précipice? »

17 décembre 2019.

« J'ai abordé trois grands sujets avec le secrétaire Pompeo : l'Iran, l'Iran et l'Iran », a affirmé le PM Benjamin Netanyahu à Lisbonne la semaine dernière.

« Nous sommes derrière le peuple du [Liban](#) dans sa lutte contre la corruption et le terrorisme. Aujourd'hui, nous avons désigné deux éminents hommes d'affaires libanais dont les activités financières illicites soutiennent le Hezbollah. Nous continuerons d'utiliser tous les outils à notre disposition pour contrer la menace que le Hezbollah fait peser ».

Secrétaire Pompeo, le 13 décembre 2019.

Pompeo et Netanyahu parlent de l'Iran, de la corruption et du prétendu lien entre le terrorisme et le Hezbollah, allié de l'Iran, qui est effectivement la principale cible des USA au Liban. La corruption et la démocratie ne sont que des exemples illustrant la rhétorique américaine habituelle. Les propos récents du président Trump au sujet de son « dictateur favori » (le président égyptien Sissi) et de la « monarchie non démocratique de l'Arabie saoudite, notre meilleur allié », en disent long sur l'apparent souci des États-Unis pour la démocratie.

Cet exposé portera sur les causes qui laissent présager un avenir chaotique pour le Liban. Mais commençons par un rappel des faits :

Il y a deux mois, les gens sont descendus dans la rue au Liban en faisant cause commune, sans sectarisme et indépendamment des partis et des organisations auxquels ils appartiennent. La faim et le chômage ont rallié les Libanais, exaspérés par la corruption de longue date et la gouverne des élites politiques et de leurs rejetons. Les États-Unis ou toute autre puissance étrangère n'avaient visiblement rien à voir avec la réaction spontanée des Libanais.

Ce mouvement « légitime » a causé la panique parmi tous les dirigeants politiques sans exception.

Le Hezbollah a déclaré il y a un an que son principal objectif dans le nouveau cabinet serait de combattre la corruption, un objectif très ambitieux qui a soulevé bien des critiques à la

fois chez les alliés et les ennemis du Hezbollah.

Pareil objectif apparaissait irréaliste dans une société où la corruption règne depuis des décennies. De plus, les dirigeants politiques corrompus connus se retrouvent parmi les ennemis politiques, les amis et les alliés stratégiques du Hezbollah. L'objectif du groupe s'est ainsi avéré ingérable et inatteignable à court et à moyen terme.

Quand les gens sont descendus dans la rue au cours des premiers jours, le Hezbollah s'apprêtait à organiser un appel à la mobilisation pour mettre fin à la corruption. C'est ce qui explique pourquoi, pendant ces premiers jours, il était généralement entendu que Sayyed Hasan Nasrallah, le secrétaire général du Hezbollah, était derrière le mouvement populaire.

Cette interprétation a tôt fait d'être écartée lorsque des gens de tous horizons ont exigé de véritables réformes et que tous les politiciens essayaient de vives critiques.

Les dirigeants politiques ont paniqué et le président et son beau-fils, le ministre des Affaires étrangères Gebran Bassil, étaient sur le point de prendre des décisions capitales mais douloureuses (pour leur parti, le « Courant nationaliste libre ») se rapportant à leur avenir. C'est ce qui se serait produit s'ils n'en avaient pas été empêchés au dernier moment par leur principal allié, le chef du Hezbollah.

Les semaines se sont écoulées et les choses ont pris une autre tournure dans la rue. Le commandant de l'armée libanaise, le général Joseph Aoun, a refusé d'intervenir, en affirmant à qui voulait l'entendre que l'armée subissait les pressions de l'ambassade des USA, qui lui demandait de tenir l'armée éloignée et d'éviter d'intervenir à tout prix. Un des proches aides de camp du général m'a dit qu'un responsable américain avait appelé le général Aoun « Monsieur le président », pour stimuler l'ambition du chef des forces armées à devenir président du pays, un rêve que caresse chaque chrétien maronite au pouvoir au Liban.

La non-intervention des forces armées a entraîné dans la rue d'autres interventionnistes et leurs listes de priorités incompatibles : les « Forces libanaises » favorables aux USA et à l'Arabie saoudite dirigées par Samir Geagea, et les hommes du premier ministre Saad Hariri. Geagea a été le premier à offrir la résignation de ses ministres au cabinet et a poussé ses hommes à descendre dans les rues, contribuant ainsi au chaos. Hariri cherchait à donner un élan à ses exigences politiques provocatrices. Le premier ministre par intérim Saad Hariri souhaite faire fi de la volonté de la majorité au Parlement, qui compte 73 députés, en proposant un cabinet formé de technocrates de son choix, alors qu'il ne dirige que 21 des 128 députés que compte le parlement.

Il y a quelques semaines, le Hezbollah a informé le président que ses hommes n'interviendraient que pour briser le blocus de toutes les rues et les zones habitées par les chiites si les voyous continuaient de les encercler. La principale route liant Beyrouth au sud du Liban, celle autour de la banlieue de Beyrouth et celle en direction de la vallée de la Bekaa étaient toutes bloquées par des partisans d'Hariri et de Joumblatt.

Cette décision a semé la crainte chez les responsables libanais, car elle menaçait de créer une scission au sein des forces armées et de faire réagir les deux branches de l'islam. La possibilité d'un affrontement à l'intérieur du pays prenait forme. Subitement, l'armée a été chargée d'ouvrir toutes les principales routes et de protéger les protestataires, un point commun que partageaient la plupart des dirigeants politiques.

Le Liban est particulièrement fragile. Même la guerre civile (1975-1989) n'a pas suffi à éradiquer le sectarisme. Il demeure un terreau fertile à un autre épisode de guerre civile entre les deux principales branches de l'islam, les sunnites et les chiites, ce qui n'est pas le cas de la Syrie et de l'Irak voisins.

Quant à l'aspect financier, les USA ne peuvent pas faire grand-chose pour éponger le déficit de 86 milliards de dollars du Liban. Les protestataires arriveront difficilement à obtenir satisfaction et à faire tomber tout le gouvernement, le parlement et le président. Il faut un gouvernement actif pour proposer de nouvelles lois anticorruption, donner des moyens d'agir au pouvoir judiciaire et proposer une nouvelle loi électorale au parlement.

Le parlement, qui est formé des mêmes politiciens rejetés et attaqués par les protestataires, devra approuver ou modifier les nouvelles lois proposées par le gouvernement. Fondamentalement, ce sont les mêmes représentants du peuple, qui font partie de l'élite politique accusée de corruption, qui seront chargés d'adopter les réformes. Ce qui nous ramène à la case départ.

Saad Hariri - dont le père a dirigé le système corrompu du Liban à partir de 1992 pendant dix années non consécutives jusqu'à son assassinat en 2005 - a dirigé le pays pendant cinq ans à titre de premier ministre. Il se propose aujourd'hui comme le seul candidat bénéficiant du plein appui de ses partisans. Les protestataires le voient comme faisant partie du système corrompu, tout comme le président du parlement, Nabih Berri, qui règne depuis 27 ans, le leader druze Walid Joublatt et bien d'autres dirigeants politiques.

Cette semaine, le président Aoun devait nommer Saad Hariri premier ministre, et ce, malgré le refus du ministre des Affaires étrangères Basil de participer et la position du Hezbollah d'accepter Hariri comme futur premier ministre même sans l'avoir proposé pendant les consultations obligatoires précédant la nomination. Hariri était sur le point de devenir le nouveau PM lorsqu'il a été pris par surprise par un supposé allié, Samir Geagea, qui lui a retiré son soutien. Il fallait donc trouver un autre candidat issu de la communauté sunnite. Dans tous les cas, même un miracle ne pourra tirer le Liban de sa crise financière grave, peu importe qui dirige le pays.

C'est donc sans surprise que la devise locale a perdu de sa valeur. Les investisseurs et les épargnants dans d'autres devises (principalement des dollars US) sont les victimes de plus de 20 ans de dépenses par la banque centrale pour empêcher la montée de la devise locale par rapport au dollar. Les détenteurs de livres libanaises ont perdu une partie importante de leurs économies, ce qui s'ajoute au mécontentement de la population. Les choses ne vont pas s'améliorer à long terme et la situation ne reviendra jamais comme avant les protestations. La devise pourrait récupérer une partie de sa valeur, mais jamais au même niveau.

La nouvelle situation affectera la majorité de la population, aussi bien les chrétiens que les musulmans des deux branches de l'islam. Bien que les militants du Hezbollah soient payés en dollars US grâce au soutien financier continu de l'Iran, la société qui protège le groupe est en tête de liste de ceux qui souffriront le plus de la crise économique.

Revenons maintenant à la question principale mentionnée au départ. Le Hezbollah est-il faible, plus faible que jamais? Existe-t-il un plan pour déstabiliser le Liban ou les alliés de l'Iran au Liban? Qui serait derrière pareil plan s'il existe? Le Liban est-il au bord du chaos? Un chaos au Liban sert-il les intérêts de l'Occident et d'Israël?

Les articles dans les médias institutionnels se sont propagés avec des titres comme « *Terroristes, terroristes, terroristes, le Hezbollah, ce sont des terroristes* ». D'autres articles titraient à la une : « *Ici, c'est le Liban, pas l'Iran* », un slogan entendu aussi parmi les protestataires. Un analyste a également écrit « *les protestataires au Liban ont brisé un tabou dans la communauté chiite* ». Ces titres et slogans voulaient démontrer au monde que l'influence de l'Iran au Levant est en déclin et que ses alliés sont en difficulté au Liban, ainsi qu'en Syrie et en Irak. C'est tout à fait inexact.

En fait, les écoles de pensée chiites au Liban n'ont jamais été toutes derrière le Hezbollah. Parmi les chiites libanais, il y a les anti-Hezbollah, les pro-Amal, les neutres, les adhérents à d'autres (petits) groupes politiques, les communistes et les pro-Hezbollah.

Mais quel est le pourcentage proche de la réalité de ceux qui s'opposent au Hezbollah aujourd'hui dont les médias institutionnels parlent?

Selon un rapport récent du « *Washington Institute* », un groupe de réflexion américain formé d'analystes néocons les plus amers qui soit envers le Hezbollah et l'Iran et dont les compétences n'ont rien « d'exceptionnel », 75 % des chiites libanais « ont une attitude très positive à l'égard du Hezbollah ».

L'expérience militaire du Hezbollah au Liban, en Syrie et en Irak contre les takfiris sunnites, au Yémen contre la coalition dirigée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, et contre l'armée israélienne s'étalant sur des décennies lui a permis d'atteindre un niveau de compétence inégalé dans la guerre de guérilla. Cet acteur quasi étatique non régulier mais très organisé a également acquis une expérience précieuse dans ses combats contre des armées classiques (Israël et Arabie saoudite) et dans les rangs d'autres armées conventionnelles (Syrie et Russie).

De plus, les drones armés ainsi que les missiles de précision et de croisière fournis par la Russie par l'entremise de la Syrie et par l'Iran ont rehaussé d'un autre cran la capacité militaire du Hezbollah. Cela dit, les compétences électroniques du Hezbollah en matière d'écoute de téléphones cellulaires et le matériel électronique entre ses mains ne sont pas à négliger non plus.

Tout en reconnaissant le système politique corrompu et ses conséquences coûteuses sur la population, les dirigeants du Hezbollah sont convaincus que le but des protestations et de la non-intervention des forces armées libanaises pour contenir les protestataires dans des secteurs précis au cours des premières semaines visaient à faire descendre les militants du Hezbollah dans la rue. Cela aurait pu déclencher une guerre civile, même si le pays n'y était pas préparé et que les dirigeants du Hezbollah n'avaient pas vu cela venir.

En fait, il est fort probable que le président Trump s'intéresse peu au Liban, à la Syrie et à l'Irak. Le seul pays qui peut jouer un rôle au Liban est l'Arabie saoudite, mais il n'a apparemment pas de stratégie définie, comme l'ont démontré les attaques inutiles et destructrices (véritables « crimes de guerre ») que les Saoudiens ont infligées ces dernières années au Yémen, le pays le plus pauvre du Moyen-Orient.

La monarchie a placé ses hommes dans diverses positions politiques clés et peut mettre le Liban dans l'impasse ou le pousser vers le chaos avec des investissements réduits. Il suffirait de brûler la candidature d'Hariri et de chuchoter à l'oreille des sunnites du Liban d'éviter de nommer un premier ministre jusqu'à nouvel ordre. Cela convient au Hezbollah si

c'est la volonté des Saoudiens. Attendre la fin de l'ère Trump pour former un gouvernement au Liban ne serait pas une si mauvaise idée.

Cependant, toute guerre requiert un financement substantiel. En effet, il faudra un investissement financier important, une période de stagnation beaucoup plus longue et une crise financière à long terme pour pousser les Libanais au désespoir. Cela signifie, en d'autres termes, prendre les armes si les circonstances le justifient. Voilà pourquoi le Hezbollah a transmis deux directives à tous ses membres avec la même consigne : éviter de descendre dans la rue, quelle que soit la provocation.

Si Israël croit pouvoir tirer avantage d'un chaos au Liban, il se met le doigt dans l'œil. La crise intérieure israélienne est loin d'être terminée et une troisième élection en vue d'élire un nouveau premier ministre est déjà en cours. Le Hezbollah et Israël se comprennent et sont conscients des messages échangés, peu importe jusqu'à quel point ils sont « chargés ».

Le manque de préparation sur le front intérieur israélien, la situation économique critique en Israël et le front uni de « l'Axe de la Résistance » (Gaza, Liban, Syrie, Irak et Iran) sont loin de préparer Israël en vue d'une autre guerre contre un Hezbollah aussi fort.

Il ne fait guère de doute que le Liban souffrira économiquement à court et moyen terme, sans nécessairement sombrer dans un chaos généralisé. Une guerre imminente est peu probable. La plupart des pays du Moyen-Orient et ceux impliqués dans ce théâtre ne sont pas économiquement dans une position de prendre des risques. Les leçons tirées de l'Afghanistan, du Liban, de l'Irak, de la Libye et de la Syrie devraient maintenant suffire pour convaincre les décideurs de privilégier d'autres options moins bellicistes. N'empêche que rien ne peut être exclu dans cette partie du monde où la stabilité brille par son absence depuis des décennies.

Il existe d'autres questions majeures qu'il faut garder à l'esprit en examinant le chaos potentiel au Liban et ses causes fondamentales :

- . « L'Accord du siècle » et son lien avec les réfugiés palestiniens présents au Liban et son objectif de bloquer leur droit de retour en Palestine.
- . La pression exercée par les USA pour empêcher le retour des réfugiés syriens chez eux, même si Damas est aujourd'hui plus sûr que Beyrouth.
- . Le différend maritime entre Israël et le Liban à propos du bloc 9 et la pression politique des USA à cet égard, qui est fortement liée à la stabilité du Liban.

Mais ces points importants, je le crains, devront attendre une occasion propice.

Pour le moment, ma conclusion est la suivante :

En 1982, Israël a envahi le Liban et ainsi fortement contribué à la naissance du Hezbollah. En 2011, le monde a soutenu le soulèvement syrien, les USA ont entraîné les nombreux djihadistes en vue de faire tomber (en vain) Bachar al-Assad et ont laissé Al-Qaeda et Daech s'implanter et croître au Levant.

Qu'est-ce que tout cela a donné? Une présence inimaginable de l'Iran à la frontière avec Israël, une expérience de la guerre sans pareille pour le Hezbollah et la naissance de

dizaines de groupes s'inspirant du Hezbollah en Syrie et en Irak. Sans oublier les centaines de milliers de morts et de blessés, les centaines de milliards de dollars de dommages à l'infrastructure en Syrie et en Irak et les millions de réfugiés.

En 2014, les USA ont observé de loin Daech prendre racine et occuper le tiers du territoire irakien, en empêchant la livraison d'armes déjà payées au gouvernement irakien. Cela a entraîné l'intervention de l'Iran et la formation des Hachd al-Chaabi que le monde qualifie aujourd'hui de « mandataires iraniens ».

Qu'arrivera-t-il si on laisse le Liban sombrer dans un chaos total? Comment l'Iran et le Hezbollah s'y prendront-ils pour consolider leur position au pays, en ouvrant la porte à la Russie et à la Chine? Les chrétiens libanais, les musulmans, les Palestiniens et les réfugiés syriens se joindraient-ils à un exode vers l'Europe?

L'Europe et le reste du monde ne semblent pas très intéressés à voir des réfugiés affluer sur le continent voisin. Si cela se produit, le Moyen-Orient et l'Europe ne deviendront pas nécessairement plus sûrs, bien au contraire.

Merci.

Conférence - Rome

Elijah Magnier

Traduction de l'anglais par Daniel G.

La source originale de cet article est ejmagnier.com
Copyright © Elijah J. Magnier, ejmagnier.com, 2019

Articles Par : Elijah J. Magnier

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca